autres lois, ainsi que les lectures et corrections qui leur ont été procurées, déjà par Mommsen par exemple. La présentation du texte, en lecture diplomatique avec ses fautes et ses coquilles, est également quelque peu surprenante avec des U et des V, ce qui ne correspond pas à la graphie de l'original. À cet égard les rares planches reproduites sont de très faible utilité, peu claires et à échelle illisible. À la différence de l'*editio princeps* qui demeure à cet égard fondamentale, les éditions suivantes ne reproduisent pas systématiquement les passages de la loi de Malaga et procurent donc un texte partiel que l'utilisateur, principalement l'historien qui examine les clauses d'un point de vue interprétatif général, se devra de compléter par des recherches parallèles. On aurait aimé que ce nouveau volume comble cette lacune et il n'en est rien. Cette édition, bien que dotée d'une introduction, ne comporte aucun véritable commentaire qui en expliciterait la portée. En outre les autres moutures de la même loi (*Salpensa*, *Hispalis*, *Villo*, par exemple) sont à peine évoquées, ce qui est regrettable car c'est l'ensemble des éléments de la législation que l'on aimerait enfin avoir en mains d'un seul tenant. À ce propos la monographie de D. Kremer sur le *ius Latinum* (Paris, 2006) constitue un outil indispensable qui analyse dans le détail tous les textes et en assure l'exégèse et l'exploitation tant juridique qu'historique. Cet ouvrage essentiel n'est pas référencé dans la bibliographie, qui se révèle largement lacunaire : dans les deux pages consacrées aux « Éditions et Traductions », on cherchera ainsi en vain la traduction proposée par André Chastagnol et Patrick Le Roux dans l'*Année épigraphique* 1986 (n° 333), laquelle émane pourtant de spécialistes reconnus et figure dans une collection de grande diffusion. La traduction espagnole de J. González ne figure d'ailleurs pas davantage. Au total donc une traduction allemande commode que nos collègues d'Outre-Rhin apprécieront, sans plus.

Marie-Thérèse RAEPSAET-CHARLIER

Robert TURCAN, *Ouranopolis. La vocation universaliste de Rome. Contributions aux Séminaires internationaux « Da Roma alla Terza Roma ».* Rome, CNR, 2011. 1 vol. 16 x 24 cm, 196 p., 7 fig. (DE ROME À LA TROISIÈME ROME. ÉTUDES, 1). Prix : 34 €. ISBN 978-88-8080-122-1.

Premier volume d'une collection d'études publiées dans le cadre du séminaire international *Da Roma alla Terza Roma*, l'ouvrage réunit 10 contributions réalisées par l'auteur entre 1981 – date du premier séminaire – et 2007. La plupart d'entre elles ayant déjà été publiées dans les volumes de *Studi* ou *Rendiconti* dudit séminaire, il ne s'agit pas à proprement parler d'une découverte. L'ouvrage manque-t-il pour autant d'intérêt ? Tout dépend de ce que l'on y cherche. Une première remarque s'impose : s'agissant de contributions, relativement brèves, il ne faut point s'attendre à des développements exhaustifs ni au traitement intégral du corpus antique comme de la bibliographie – cependant mise à jour pour la publication. Il s'agit en effet plutôt de mises au point, de lignes de force ou de schémas généraux, sur des sujets souvent traités par la tradition mais placés parfois dans de nouvelles perspectives. Deuxième remarque : on peut regretter que les textes, réalisés à des époques différentes, n'aient pas été fondus dans un seul canevas pour la publication ; les citations, notamment, sont tantôt données dans le corps de texte, tantôt en paragraphes isolés, tantôt traduites, tantôt en

langue originelle. C'est sans doute un détail, mais il contribue à la facilité de lecture. Venons-en au cœur du sujet. Les études de R. Turcan portent toutes sur le caractère universel de Rome et de son empire, depuis l'aube de l'impérialisme républicain jusqu'au crépuscule de l'empire. Ce traitement, s'il permet parfois d'offrir une vision générale, unitaire, des concepts traités, tel celui de paix ou d'empire, offre l'inconvénient de ne pas toujours s'attarder sur le contexte des sources ; surtout, il laisse souvent de côté le dernier siècle de l'empire et le passage vers l'empire byzantin. Prenons quelques exemples. À propos du *genius populi Romani*, traité dans le dernier article (*L'empereur et le* genius populi Romani, p. 171-185) comme une entité protectrice dont le consentement, lors de l'avènement, fait presque de l'empereur un élu du peuple, on peut regretter que le développement s'arrête avec l'empire chrétien pour s'attarder sur le seul César Julien : on dispose pourtant de témoignages sur des empereurs chrétiens, tel Majorien qui se présente comme porté au trône par un consentement unanime, humain autant que divin, consentement qui, s'il ne mentionne plus le *genius*, en offre un intéressant prolongement. L'un des articles les plus intéressants est sans nul doute celui qui inaugure le recueil : il revient sur le concept antique d'éternité, lequel, selon l'auteur, n'implique pas un infini absolu, statique, garanti dès l'abord par les dieux et dégagé de toute obligation pour les hommes, mais la possibilité de sans cesse surseoir à la mort, notamment par l'accomplissement de rites et la pratique de la piété. Cette conception, que l'auteur distingue de la définition actuelle – ou chrétienne – de l'éternité, est intéressante et méritait d'être rappelée. On peut toutefois se demander si le concept d'éternité absolue appliqué à ce bas monde a jamais existé, hier comme aujourd'hui : difficile à appréhender, il ne fait pas toujours l'objet d'une définition plus claire chez les auteurs chrétiens ou modernes. On peut donc regretter un peu que l'article isole le concept de son contexte et de ses prolongements : après tout, le thème même du séminaire est celui du prolongement de Rome ; il prouve par son titre que la pensée commune privilégie la survivance, la translation symbolique et sans cesse mutante des réalités terrestres comme Rome, plutôt que leur vraie éternité. Le rappeler dans ce cadre donnerait parfois plus de portée au propos : de ce point de vue, la publication des articles regroupés par auteur perd partie de son sens, par rapport à la publication dans les *Atti* où ils trouvaient un cadre plus large. De même, le deuxième article, qui revient sur le concept d'une Rome hors de Rome, s'attarde sur l'idée qui veut que la véritable Rome soit là où se trouve, selon les cas, soit le Sénat, soit l'empereur. On peut sans doute regretter qu'il ne s'agisse pas d'une étude plus approfondie de l'un de ces deux cas de figure, car le contexte troublant de l'apparition de ces thèmes – essentiellement les guerres civiles ou les usurpations du IIIe siècle, contexte particulier et interpellant s'il en est – mériterait qu'on s'y attarde pour en comprendre la signification. Plus loin, on trouve aussi un rappel important du concept d'empire qui, on le sait, n'implique nullement dans l'Antiquité romaine une uniformité de lois ou de statuts, bien au contraire. Sans doute aurait-il été utile de revenir à ce sujet sur le mot même d'*imperium* ; on sait son étymologie compliquée, mais il est relativement clair en tout cas que son premier sens n'est pas territorial, ceci expliquant en partie cela. Parmi les pistes intéressantes qu'ouvre R. Turcan et qui mériteraient des études plus approfondies, on peut sans doute relever l'étude sur Rome en tant que métropole cosmopolite (*Rome œcuménique ou le monde en ville*, p. 119-143). Tout le monde connaît les complaintes d'un Juvénal

ou d'un Sénèque sur la ville-monde, l'entassement des masses dans les *insulae*-H.L.M., le rôle de marché universel pour les produits venus de toutes parts, ainsi que la propension à faire remonter tout cela au droit d'asile accordé dès Romulus. Il n'empêche que l'article pose bon nombre d'autres questions, notamment quant à la cohabitation apparemment pacifique de tant de nations au sein d'un même espace et quant à la perception qu'en avaient ses habitants. Juxtaposition des nations ou fusion ? Coexistence pacifique ou guerre larvée entre groupes allochtones ? Une géographie de la ville, de ses quartiers, lieux de culte exotiques et communautés reste à parfaire, ainsi qu'une remise en perspective des sources disponibles : le sujet présente bien des similitudes avec l'actualité ! L'auteur place tout cela dans la perspective du rôle de Rome en tant que microcosme de son propre empire hétéroclite, ou en tant que sanctuaire universel. Ce rôle lui-même mériterait d'être cerné avec plus de précision, via une étude plus fouillée et diachronique. On sait notamment que les conquérants républicains ont ramené dans la ville de nombreuses reliques étrangères, outre les œuvres d'art : étudier leur localisation, leur fonction dans la ville, leur réception et le contexte dans lequel elles ont été arrachées à leur patrie d'origine permettrait d'élargir le propos et de comprendre si Rome a vraiment joué ce rôle de temple universel qu'on lui prête parfois. Le rôle symbolique de ces reliques semble avoir été important, puisqu'au VIe siècle une légende tenace rapportée par Procope prétend que Constantin lui-même aurait fait de sa deuxième Rome un conservatoire des reliques précieuses, Palladium en tête. En conclusion, et puisqu'il ne nous est pas possible d'épingler tous les sujets traités, revenons à notre question de départ : quel profit tirer de cet ouvrage ? On l'aura compris, il y a deux choses à considérer : les communications de R. Turcan et leur réunion dans le présent volume. Concernant les communications elles-mêmes, et tout en voulant bien se rappeler les limites étroites du genre, on peut tout au plus regretter qu'elles embrassent parfois des sujets fort larges et ne puissent toujours approfondir le contexte des extraits cités ou leur prolongement sur les derniers siècles de l'empire. Elles rappellent toutefois des notions importantes, devenues si fréquentes dans le langage commun qu'on a fini par en oublier le sens premier et les acceptions antiques. Elles posent aussi des problèmes intéressants quant au rôle de Rome et à sa place au sein de son propre empire. Concernant la publication de ces contributions, on peut regretter, outre l'hétérogénéité de la mise en forme, qu'elle prive les articles d'un contexte qui est bien plus évident à la lecture des *Atti*. Certes, le chercheur qui ne s'intéresse qu'à un aspect particulier de cet ouvrage ne s'en offusquera guère, mais celui qui chercherait à lire une synthèse développée et contextualisée de ces questions, de la première à la troisième Rome, gagnera sans doute à disposer de leur prolongement, ne fut-ce que pour s'ouvrir de nouvelles perspectives. Ainsi, même si quelques articles n'avaient pas encore été publiés, on peut se demander s'il était vraiment nécessaire de reprendre l'ensemble pour en faire un volume séparé.

Nicolas CARLIER

Neil CHRISTIE, *The Fall of the Western Roman Empire*. Londres-New York, Bloomsbury Academic, 2011. 1 vol. 15,5 x 23 cm, XI-306 p., 19 fig., 9 cartes. (HISTORICAL ENDING SERIES). Prix : 20 £. ISBN 978-0-34075-966-0.